

Tunisie, liaisons dangereuses

jeudi 10 février 2011, par [MILLET Damien](#), [PERRIER Fabien](#) (Date de rédaction antérieure : 27 janvier 2011).

Porte-parole du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM), Damien Millet s'est intéressé de près à l'Afrique. Il a notamment publié « L'Afrique sans dette » (éditions CADTM-Syllepse, 2005). Il livre à l'« HD » son analyse sur les liens entre entreprises, gouvernement français et pouvoirs dictatoriaux. Ou quand l'économie ne souffre d'aucun principe démocratique ni du respect des droits de l'homme.

« Les grandes puissances se rendent compte que l'on peut promouvoir des régimes d'apparence démocratique qui mènent les mêmes politiques néolibérales que des dictateurs... »

HD. Bernard Kouchner, dans le rapport rédigé pour Total sur la présence de ce groupe en Birmanie, affirmait que l'implantation d'entreprises françaises dans les régimes dictatoriaux favorisait la diffusion des droits de l'homme. Pensez-vous que ce soit le cas ?

Damien Millet - Pas du tout. Pendant la guerre froide, l'objectif fondamental était de soutenir les alliés du bloc de l'Ouest contre ceux de l'Est. Ainsi, les Etats-Unis ont favorisé le renversement d'Allende pour imposer ce laboratoire de l'ultralibéralisme qu'a été le Chili de Pinochet. Les gouvernements français et les entreprises ont soutenu le Togo d'Eyadema, la Tunisie de Ben Ali, le Zaïre de Mobutu et tant d'autres régimes dictatoriaux. Peu importe que ces dictateurs pillent leur pays, piétinent les droits de l'homme et détournent des fortunes colossales. Ils ont été soutenus pour permettre aux entreprises de faire des affaires et pour favoriser nos intérêts géopolitiques. Après la chute du mur de Berlin, rien n'a vraiment changé : la priorité pour les grandes puissances reste l'application du néolibéralisme, l'ouverture des marchés à leurs entreprises et la docilité des dirigeants du Sud afin qu'ils suivent leurs recommandations et votent selon leurs vœux dans les instances internationales.

HD. Les populations en tirent-elles profit ?

D.M. Elles sont les grandes perdantes. Dans la plupart des pays du Sud, l'arrivée d'entreprises occidentales a lieu dans le cadre du « consensus de Washington » et des « ajustements structurels » du FMI, qui s'accompagnent de l'abandon des subventions aux produits de première nécessité, d'une libéralisation forcenée et d'une réduction drastique des budgets sociaux. Ces pays ont dû ouvrir les secteurs profitables, comme les télécoms ou l'énergie, en privatisant la plupart des entreprises publiques pour une bouchée de pain, mais en gardant la justice et l'armée afin que règne l'ordre pour continuer les affaires dans un climat sain. Pour les populations du sud, le cercle est infernal ; elles se saignent pour rembourser la dette, leurs richesses sont pillées, leurs conditions de vie se dégradent alors que les créanciers et les proches du pouvoir en place s'enrichissent.

HD. Et aujourd'hui ?

D.M. Sous pression de l'opinion publique, certains excès n'ont plus été tolérés. On s'est rendu compte que l'on pouvait promouvoir certains régimes d'apparence démocratique qui mèneraient les mêmes politiques néolibérales que des dictateurs. Les grandes entreprises ont continué d'investir sans entrave, de rafler des parts de marchés et de faire des profits ramenés vers la maison mère sans payer d'impôt. Cependant, on ferme les yeux sur le déroulement des élections, on impose un semblant de démocratie du moment que les gouvernements continuent de servir nos intérêts. L'arrivée de grandes entreprises n'améliore pas la situation des droits de l'homme. Elles disent d'ailleurs ne pas faire de politique, alors que la logique néolibérale qu'elles défendent accroît corruption, dette et pauvreté au Sud. La situation des droits de l'homme est le parent pauvre de la politique étrangère. On ne pourra trouver une solution juste et durable sans remettre en cause les fondements même du modèle économique qui a conduit le monde dans cette impasse.

Entretien réalisé par Fabien Perrier pour « l'Humanité dimanche »

P.-S.

* l'Humanité dimanche, HD n° 246 du 27 janvier au 2 février 2011.